consultations juridiques, appels par la parole et par la presse, tout ce que permet la lutte légale, tout ce qu'elle comporte pour éclairer l'opinion, doit être mis en œuvre, afin que nul en France n'ignore qu'il y a entre tous les droits de tels liens, qu'une des libertés essentielles ne peut être blessée sans que toutes les autres soient atteintes.

“ Accorder à un parti, à une doctrine, à une opinion le monopole de l'enseignement, c'est établir la censure en matière d'instruction publique, c'est organiser l'asservissement de la pensée et préparer la tyrannie politique.

“ Georges Berger, député de la Seine ; F. Brunetière, de l'Académie française ; Cailletet, de l'Académie des sciences ; Denys Cochin, député de la Seine ; Anatole Leroy-Beaulieu, de l'Académie des sciences morales et politiques ; Edmond Rousse, de l'Académie française ; François de Witt-Guizot, ancien officier.”

* * *

Les partisans de la liberté et du droit commencent aussi à se préoccuper d'un autre moyen de défense : c'est le refus de l'impôt. *La Vérité française* en a lancé l'idée. M. Arthur Loth écrit dans ce journal :

“ Par la politique néfaste qui règne actuellement, et qui doit aller “ jusqu'au bout,” le pays se trouve sous le coup d'une tyrannie qui appelle la résistance.

“ Deux seuls moyens s'offrent aux citoyens pour défendre contre un gouvernement oppresseur et anarchique, leurs libertés et leurs droits : la guerre civile et le refus de l'impôt.

“ S'il s'était trouvé un régime monarchique pour commettre les attentats dont s'est rendu coupable le ministère Combes, et qui menacent d'être suivis d'autres et de plus graves encore du même genre, contre les personnes et les propriétés, les républicains auraient déjà donné partout le signal de l'insurrection. Il y aurait partout des émeutes et des barricades.